

### **Evolution historique de la taxation sur le chiffre d'affaire**

Il s'agit d'un impôt sur la dépense qui concerne tous les consommateurs autrement dit une taxe sur les ventes et les services fournis. L'opérateur économique est le redevable légal et le consommateur le redevable réel. Il s'agit du principal impôt français et s'est imposé à tout Etat voulant intégrer l'Union Européenne. Aujourd'hui, la TVA se décide au niveau communautaire.

- La TVA apparaît avec l'IR en 1917 mais en raison de fraude et d'absence de neutralité sur le plan économique elle va subir une nette évolution.
  - Une loi de décembre 1936 va remplacer ainsi la plupart des taxes uniques et spéciales par une taxe unique et globale à la production.
  - Puis une loi d'avril 1954 crée une taxe unique et générale perçue par paiement fractionné à chaque stade de la production.
  - Enfin la TVA est généralisée par les lois de 1966 et 1977 au commerce, à l'artisanat puis à l'ensemble des activités économiques autres que le salariat.
  - Aujourd'hui la loi de 2007, sur transposition de directive européenne, propose d'étendre le champ d'application de la TVA dans le secteur des services financiers et d'assurance.
- Il s'agit donc d'un impôt à fort rendement en tant qu'il touche la consommation des ménages.

### **Champ d'application de la TVA**

Il s'agit d'un impôt réel sur la dépense des ménages qui se définit selon la nature de l'opération concernée :

- *Les opérations assujetties par nature* : La vente de biens avec transfert de propriété, les prestations de services effectuées à titre onéreux par une personne agissant à titre indépendant (exclusion des salariés). Ces prestations doivent se rattacher à une activité économique (industrielle, commerciale, agricole) qu'elle soit libérale ou civile mais dans tous les cas être à titre onéreux.
- *Les opérations assujetties par la loi* : opérations que l'entreprise réalise pour ses propres besoins (livraisons de biens ou de service fait à soi-même), acquisitions infra-communautaires soumises à la TVA du pays d'arrivée.
- *L'assujettissement optionnel* : concerne les artistes et sportifs ou encore les collectivités territoriales. Permet de déduire la TVA facturée en amont par son fournisseur, l'assujetti est exonéré des taxes sur les salaires et enfin les clients de l'assujetti ont aussi droit à déduction.
- *Les opérations exonérées de la TVA* : Les échanges internationaux et les opérations à caractère social (professions médicales et paramédicales réglementées par le CSP). Cependant le professionnel qui emploie des salariés sera soumis à la taxe sur les salaires.
- **Territorialité de la TVA** : la TVA s'applique aux opérations économiques effectuées en France. De même en cas de livraison de biens, ces derniers sont imposables si l'expédition (provenant de l'étranger ou d'un DOM-TOM) est à destination d'un acquéreur français. Concernant les prestations de services, la TVA s'applique si le prestataire est établi en France de façon stable.

## **Le calcul de la TVA brute ou facturée**

Le redevable légal (vendeur ou prestataire) doit déterminer une TVA brute en recherchant un fait générateur et l'exigibilité de l'impôt. Sera ensuite appliqué un taux légal fixé par le législateur mais que le redevable doit connaître sous peine de correction par l'administration fiscale. La TVA ne peut-être collectée que par un opérateur économique assujetti à l'impôt et concernant les opérations qui y sont soumises.

Le redevable devra au final payer la différence entre la TVA collectée et la TVA déductible (dégrèvement sur certaines opérations autrement dit atténuation de l'impôt). Si le montant de la TVA collectée est inférieur à celui de la TVA déductible, le redevable aura le droit à un crédit d'impôt mais cette demande en remboursement sera assimilée à une procédure contentieuse.

- *L'opérateur économique et l'exigibilité de l'impôt* : le fait générateur et l'exigibilité qui permet de réclamer le paiement coïncident pour la vente d'un bien (moment du transfert de la propriété) alors que pour la prestation de service les deux notions ne coïncident pas (la taxe sera due après la prestation de service au moment du paiement).

- *La base d'imposition* : le législateur parle de contrepartie économique de l'opération réalisée et comprend tous les éléments accessoires (frais de transports, assurance...). En revanche les ristournes ou rabais sont exclus de la base d'imposition.

## **L'application des taux de TVA**

le législateur est compétent et détermine le taux applicable selon plusieurs critères :

-*nécessité conjoncturelle* : le taux majoré a été supprimé, le taux normal de 19,6% qui s'appliquent en général aux produits manufacturés (vente de véhicules, produits à consommer sur place, logements, alcools...), le taux réduit de 5,5% (alimentaire, transports publics, repas scolaires, spectacles) et enfin des taux spécifiques réduits concernant les DOM. Cette pluralité de taux est contraire au principe de l'impôt unitaire et le législateur souhaite moduler le taux en fonction de la conjoncture économique.

-*le cadre communautaire* : les Etats membres afin de permettre le marché unique et faciliter les échanges communautaires, ont voté des directives pour encadrer le taux réduit (ne peut être inférieur à 5%) et le taux normal (ne peut être inférieur à 15%). Mais cet encadrement est devenu paralysant car les directives prévoyaient de coupler le taux réduit avec des domaines d'application ce qui réduisait la marge de manœuvre des Etats membres.

-*La structure de la consommation* : la TVA a un effet régressif par rapport aux revenus bruts. Le taux réduit n'a donc aucun effet redistributif vu que ceux qui en profitent le plus sont les hauts revenus qui vont alors épargner. La TVA n'est donc pas un argument de justice sociale

## **Le calcul de la TVA nette et le régime des déductions**

- *Les conditions légales de l'ouverture du droit à déduction* : le redevable légal doit être assujetti à la TVA (vendeur ou prestataire de service), avoir une facture régulière mentionnant le montant hors taxe, le taux de TVA applicable à l'opération réalisée et le montant toute taxe comprise. Enfin, respecter les délais durant lesquels le droit à déduction est possible (en principe durant le mois de livraison du bien ou du transfert de propriété). Enfin seuls les biens

ou services nécessaires à l'exploitation de l'entreprise ouvrent droit à déduction autrement dit ce sont principalement les matières premières.

- Modalités pratiques du droit à déduction : la récupération de la TVA se fait mensuellement et quand le montant de la TVA déductible est plus important que celui de la TVA exigible, l'assujetti obtient un crédit de taxes. Cependant pour un remboursement de taxe sur demande il s'agit d'une procédure contentieuse qui ne pourra s'opérer qu'au bout d'un an si le montant du crédit d'impôt atteint au moins 150 €.

### **Le recouvrement et le paiement de la TVA**

- Des obligations déclaratives : Dans les 15 jours qui suivent le commencement d'une opération économique liée à la TVA, l'assujetti doit fournir une déclaration d'existence au service des impôts et devra ensuite fournir régulièrement des justificatifs de ses opérations de vente ou de prestation de service.

- Le législateur tient compte de l'activité économique : les entreprises dont le chiffre d'affaire hors taxe ne dépasse pas les seuils légaux, sont dispensées de déclaration et de paiement de la TVA (régime de franchise de base). Néanmoins l'assujetti peut refuser la franchise au profit d'une simplification des déclarations et des paiements. Quant aux grandes entreprises elles sont soumises au régime du réel.